



tribunes

La lutte contre le cancer à l'aune des enjeux de notre système de santé

Si la lutte contre le cancer a fait de grand progrès ces dernières années, il reste à développer la prévention et à réduire les inégalités sociales de santé. Ces derniers points sont un enjeu pour notre système de santé.

Marianick Lambert

Administratrice du Collectif interassociatif sur la santé (CISS), représentante du CISS à l'INCa

Dix années de lutte contre le cancer, dix années qui ont fait du cancer une priorité nationale et l'ont inscrit à un niveau de mobilisation sans précédent, avec trois plans nationaux de santé publique depuis 2003. Un premier constat aujourd'hui : la mortalité diminue, l'incidence augmente.

Le cancer est à la fois une maladie comme les autres, puisque de nombreux cancers peuvent être dépistés précocement, que des traitements efficaces sont disponibles et que beaucoup vont guérir définitivement. Mais c'est aussi une maladie différente des autres : elle reste la première cause de mortalité en France, en particulier de mortalité prématurée, et elle reste la maladie la plus redoutée par les Français qui en ont une représentation plus inquiétante que celle d'autres maladies au pronostic équivalent. La charge émotive que porte le cancer est très forte, et il s'agit de la maladie aux plus fortes inégalités sociales : deuxième constat toujours d'actualité. Ces inégalités, dont la résultante se perçoit notamment au travers d'un gradient social de la mortalité, s'exercent à tous les temps du cancer : de l'amont de la maladie, par l'exposition aux facteurs de risque, à l'après-cancer et à la réinsertion dans la vie professionnelle, en passant par l'accès à la prévention primaire et secondaire, et aux soins. Les personnes socialement moins favorisées sont celles les plus susceptibles d'être exposées à des substances cancérigènes dans le cadre professionnel. Ce sont également celles chez qui la consommation de tabac n'a pas diminué, pour lesquelles le diagnostic est plus tardif et donc le stade de cancer plus avancé, les délais dans le parcours de

soins accrus, l'observance moindre, fragilisant encore davantage les personnes en situation de vulnérabilité.

Des avancées dans la prise en charge sanitaire et sociale

Ces dix années de lutte marquent une évolution importante des pratiques médicales, avec notamment la formalisation de deux étapes essentielles du parcours : l'annonce et le diagnostic partagé. Le dispositif d'annonce est l'une des premières demandes des malades qui a vu le jour avec la mesure 40 du premier Plan cancer de 2003. Dire l'importance de ce temps d'annonce qui fait basculer dans la maladie, des conditions de l'annonce, des informations qui l'accompagnent et de la qualité de l'écoute qui entoure le malade, parce que c'est précisément dès l'annonce du diagnostic que le malade met en place des mécanismes d'adaptation à sa situation nouvelle, et que la qualité de la relation malade-médecin qui se noue à cet instant est déterminante pour tout ce qui suivra. La parole des malades a permis cette approche nouvelle pour co-construire un dispositif d'annonce « autour » du malade.

Le deuxième temps fort du parcours est celui du choix thérapeutique, qui doit répondre aux référentiels en vigueur et doit être adapté à chaque patient. La réunion de concertation pluridisciplinaire (RCP) consacre ce temps. Les propositions thérapeutiques discutées en RCP sont partagées avec le malade et formalisées dans le programme personnalisé de soins. Le choix thérapeutique, discuté et partagé, permet une meilleure compréhension des traitements, leur meilleure acceptation, une meilleure observance.

La maladie est un temps et un espace, mais la vie ne s'arrête ni ne reprend à ses frontières. La qualité de vie des malades est un élément essentiel qui a une composante médicale – douleur, effets secondaires des traitements – et une composante sociale – environnement familial, travail, ressources. L'impact délétère du cancer sur le maintien ou le retour dans l'emploi a été pris en compte dans les Plans cancer pour arriver à la construction de politiques publiques visant la préservation de la situation professionnelle.

Faire du cancer une priorité nationale a permis d'étendre aux autres pathologies le bénéfice de certaines mesures. Ce mouvement de généralisation doit bien entendu se poursuivre, tant dans le domaine médical avec le dispositif d'annonce ou de RCP, que dans le domaine plus social de la maladie, dans le développement d'une prise en charge sociale personnalisée pour en limiter les impacts et éviter toute marginalisation, réduisant ainsi les inégalités sociales souvent accrues de ce fait.

Généraliser les bonnes pratiques et agir sur la durée, sans focaliser trop sur les effets de communication, qui peuvent se révéler dangereux, comme en matière d'assurances avec le « droit à l'oubli » du 3^e Plan cancer et de la convention AERAS. Il faut réellement trouver des solutions durables et généralisables au plus grand nombre de patients cancéreux, ainsi que ceux atteints d'autres pathologies.

La prévention : un champ qui reste à développer

Comme on le constate également pour d'autres maladies, il faut approfondir l'approche de la santé par le champ de la prévention primaire et sa dimension environnementale. Cela doit bien sûr passer par la synergie des plans entre eux : santé au travail, plan national santé environnement, etc. Mais cela repose aussi sur notre capacité à capitaliser autour de cette mobilisation sans précédent qui existe maintenant depuis plusieurs années dans la lutte contre le cancer, de façon à être mieux en position de résister face aux nombreux lobbies, qu'il s'agisse de ceux liés à l'alcool et au tabac évidemment, mais aussi à l'agro-alimentaire et au-delà.

Il serait d'utilité publique que la force symbolique que représente la lutte contre le cancer puisse participer de façon décisive à modifier certaines habitudes profondes de notre société comme de notre système de santé, qui ne permettent que trop difficilement à la culture de la prévention de s'ancrer en toute efficacité dans notre paysage éducatif

et sanitaire, ou alors trop souvent de façon décalée en culpabilisant les usagers plutôt que de responsabiliser tous les acteurs concernés chacun à leur niveau.

Enfin, parmi les enjeux très actuels que la lutte contre le cancer révèle tout particulièrement sans pour autant qu'ils soient spécifiques aux pathologies cancéreuses, se pose bien entendu la question de l'accès à l'innovation pour tous lorsqu'on est confronté au coût de plus en plus exorbitant des nouveaux traitements. Là encore les moyens mobilisés sur le cancer doivent participer à clarifier le débat essentiel sur le juste prix de l'innovation.

Les dix dernières années de la lutte contre le cancer ont montré que les obstacles à dépasser dans la prise en charge de ces pathologies cancéreuses sont globalement les mêmes que ceux existant pour beaucoup d'autres maladies. L'urgence de santé publique que représente le cancer permet aux acteurs médicaux, scientifiques, sanitaires et sociaux intervenant plus directement par apport à cette pathologie, de proposer et développer, plus facilement que dans d'autres secteurs du soin, de nouvelles approches thérapeutiques avec une dimension novatrice. Cette réalité doit perdurer... à la condition que ces innovations dans la prise en charge se généralisent le plus largement possible à l'ensemble des malades et des pathologies. 🇫🇷